



États financiers consolidés intermédiaires

pour la période de trois mois
close le 29 février 2012

1

Message aux actionnaires

L'exercice 2012 a débuté en force avec un résultat net record pour un premier trimestre, qui est historiquement la période la plus faible de l'exercice. Nous avons dégagé un résultat net de 8,0 millions \$ en hausse de 15,1 % sur des ventes de 124,1 millions \$, en hausse de 9,6 % par rapport au trimestre correspondant de 2011. Cette performance a été réalisée grâce à une bonne croissance interne au Canada, à une forte hausse aux États-Unis, aux retombées des acquisitions et à la priorité que nous accordons à l'efficacité opérationnelle.

Nos démarches de développement de marché, notre stratégie d'innovation et les synergies de ventes que nous créons avec nos acquisitions ont généré une croissance interne des ventes de 5,9 %, à laquelle s'est ajoutée une croissance de 3,7 % provenant des acquisitions conclues au début de 2011, dont deux au Canada, Madico et Provincial Woodproducts, et Outwater dans le New Jersey. Aux États-Unis, où la conjoncture économique est demeurée relativement difficile au cours du trimestre, nos ventes ont connu une forte hausse de 25,8 % en dollars US, dont 17,9 % de croissance interne et 7,9 % de croissance par acquisition.

L'intégration des neuf entreprises acquises ces deux dernières années est pratiquement complétée et la création de synergies demeure dans nos priorités de 2012. Nous avons terminé la période avec une excellente situation financière, presque sans dette et de très bonnes liquidités nous permettant de poursuivre notre stratégie d'affaires. Au 29 février 2012, notre encaisse s'élevait à 25,8 millions \$ après avoir versé des dividendes de 2,5 millions \$ aux actionnaires et remboursé un montant de 2,5 millions \$ de dette à long terme. Notre fonds de roulement atteignait 172,7 millions \$ et les capitaux propres s'élevaient à 260,9 millions \$ en hausse de 1,9 % par rapport au 30 novembre 2011.

Nous sommes confiants de poursuivre la croissance au cours des prochains trimestres alors que nous continuerons de recueillir les retombées des acquisitions, de notre stratégie d'innovation et du maintien d'une gestion rigoureuse des coûts d'exploitation. Avec notre situation financière solide, notre connaissance des marchés et notre savoir-faire en intégration d'entreprise, nous demeurerons à l'affût d'opportunités d'acquisition au cours de l'exercice 2012, dans la mesure où elles répondront à nos critères de rentabilité et de création de valeur.

VERSEMENT DU PROCHAIN DIVIDENDE

Le conseil d'administration qui s'est réuni le 29 mars 2012 a approuvé le versement d'un dividende trimestriel de 0,12 \$ par action. Ce dividende est payable le 26 avril 2012 aux actionnaires inscrits aux registres en date du 12 avril 2012.

Commentaires et analyse

par la direction des résultats et de la situation financière du premier trimestre clos le 29 février 2012



Le présent rapport de gestion porte sur les résultats consolidés et les flux de trésorerie de Quincaillerie Richelieu Ltée pour le premier trimestre clos le 29 février 2012, en comparaison avec le premier trimestre clos le 28 février 2011, de même que sur la situation financière de la Société à ces dates. Ce rapport devrait être lu en parallèle avec les états financiers consolidés non audités du premier trimestre de l'exercice 2012 et les notes afférentes ainsi que l'analyse et les notes aux états financiers consolidés audités figurant dans le rapport annuel 2011. Dans le présent rapport de gestion, « Richelieu » ou la « Société » désigne, selon le cas, Quincaillerie Richelieu Ltée et ses filiales et divisions ou l'une de ses filiales ou divisions. Des renseignements complémentaires, incluant les lettres d'attestation pour la période intermédiaire close le 29 février 2012 signées par le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière de la Société, sont disponibles sur le site internet du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (« SEDAR ») à l'adresse www.sedar.com.

Les renseignements contenus dans ce rapport de gestion tiennent compte de tout événement important survenu avant le 29 mars 2012, date de l'approbation des états financiers consolidés non audités et du rapport de gestion intermédiaire, par le conseil d'administration de la Société. À moins qu'il n'en soit indiqué autrement, l'information financière présentée ci-après, ainsi que les montants apparaissant aux tableaux, sont exprimés en dollars canadiens et préparés conformément aux normes internationales d'information financière (« IFRS »), qui représentent depuis le 1^{er} décembre 2011 les nouveaux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada applicable à la Société. Les notes 2 et 12 afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires pour le trimestre clos le 29 février 2012 expliquent dans quelle mesure la transition aux IFRS a eu une incidence sur la situation financière, les résultats et les flux de trésorerie de la Société. Les états financiers consolidés du premier trimestre clos le 29 février 2012 n'ont fait l'objet ni d'un audit ni d'une mission d'examen par les auditeurs de la Société.

Richelieu utilise le résultat avant impôts sur les bénéficiaires, intérêts et amortissement (« BAIIA »), car cette mesure permet à la direction d'évaluer le rendement opérationnel de la Société. Cette donnée est un indicateur financier largement accepté de la capacité d'une société de rembourser et d'assumer ses dettes. Cependant, les investisseurs ne doivent pas le considérer comme un critère remplaçant les produits d'exploitation ou le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société, un indicateur de la performance financière ou de flux de trésorerie, ni comme un paramètre de mesure de liquidité. Étant donné que le BAIIA n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS, il pourrait ne pas être comparable aux BAIIA d'autres sociétés.

Richelieu utilise également les flux monétaires générés par les activités opérationnelles et les flux monétaires générés par les activités opérationnelles par action. Les flux monétaires générés par les activités opérationnelles sont établis à partir du résultat net auquel s'ajoutent les charges d'amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, la charge (ou recouvrement) d'impôts différés et la charge relative à la rémunération à base d'actions. Ces mesures additionnelles ne tiennent pas compte de la variation des éléments hors caisse du fond de roulement afin d'exclure les effets de saisonnalité et sont utilisées par la direction dans ses évaluations des liquidités générées par les activités opérationnelles à long terme.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Certains énoncés formulés dans le présent rapport de gestion, notamment les énoncés qui portent sur la suffisance prévue des flux de trésorerie pour couvrir les engagements contractuels, pour assurer sa croissance et pour couvrir ses activités de financement et d'investissement, les perspectives de croissance, la position concurrentielle de Richelieu au sein de son industrie, la capacité de Richelieu à faire face à la conjoncture économique actuelle et d'accéder à d'autres financements externes, la réalisation de nouvelles acquisitions et d'autres énoncés ne portant pas sur des faits passés, constituent des énoncés prospectifs. Dans certains cas, ces énoncés sont identifiés par l'utilisation de mots comme « peut », « fera », « ferait », « a l'intention », « compte », « devrait », « s'attend », « projette », « prévoit », « croit », « estime » ou de la forme négative de ces expressions ou autres variantes comparables. Ces énoncés sont fondés sur l'information disponible au moment où ils sont formulés, sur des hypothèses établies par la direction et sur les attentes de la direction, agissant de bonne foi, à l'égard d'événements futurs, y compris sur l'hypothèse selon laquelle la conjoncture économique et les taux de change ne se détérioreront pas de façon significative, les frais d'exploitation n'augmenteront pas considérablement, les livraisons suffiront à répondre aux besoins de Richelieu, la disponibilité du crédit demeurera stable tout au long de l'exercice et aucun événement extraordinaire n'exigera de dépenses en immobilisations supplémentaires.

Bien que la direction considère ces hypothèses et attentes comme raisonnables en fonction de l'information dont elle dispose au moment de les formuler, elles pourraient se révéler inexactes. Les énoncés prospectifs sont aussi sujets, de par leur nature, à des risques connus et inconnus et à des incertitudes tels que, notamment, ceux reliés à l'industrie, aux acquisitions, aux relations de travail, au crédit, aux dirigeants clés, à l'approvisionnement et à la responsabilité du fait du produit, et d'autres facteurs mentionnés dans le rapport annuel 2011 de la Société (se reporter à la rubrique « Gestion des risques » à la page 32 du rapport annuel 2011 disponible sur SEDAR à www.sedar.com).

Les résultats réels de Richelieu pourraient différer de façon importante de ceux qu'indiquent ou laissent entrevoir ces énoncés prospectifs. Par conséquent, il est recommandé de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs. Ces énoncés ne reflètent pas l'incidence potentielle d'éléments spéciaux ou encore d'un regroupement d'entreprises ou d'une autre opération qui pourraient être annoncés ou avoir lieu après la date des présentes. Richelieu n'a aucune obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs pour refléter de nouveaux événements ou de nouvelles circonstances, sauf dans la mesure prévue par les lois applicables.

APERÇU GÉNÉRAL DES ACTIVITÉS DE L'ENTREPRISE au 29 février 2012

Quincaillerie Richelieu Ltée a acquis une position de chef de file en Amérique du Nord en tant qu'importateur, distributeur et fabricant de quincaillerie spécialisée et de produits complémentaires.

Ses produits sont destinés à une importante clientèle de **fabricants d'armoires de cuisine et de salle de bains, de meubles, de portes et fenêtres et d'ébénisterie résidentielle et commerciale**, ainsi qu'à une vaste clientèle de **détaillants de quincaillerie, incluant les grandes surfaces de rénovation**. Le marché de la rénovation résidentielle et commerciale est la principale source de croissance de l'entreprise.

Richelieu offre à ses clients une large sélection de produits qui proviennent de fabricants du monde entier. Les liens solides que la Société a développés avec des fournisseurs-chefs de file mondiaux lui permettent d'offrir à ses clients les produits les plus novateurs et appropriés à leurs affaires. L'offre de Richelieu regroupe **quelque 90 000 articles différents s'adressant à près de 70 000 clients actifs**, qui sont desservis par 60 centres en Amérique du Nord, dont 34 centres de distribution au Canada et 24 aux États-Unis ainsi que deux usines de fabrication au Canada.

Parmi les principales catégories de produits de Richelieu, mentionnons les produits de quincaillerie fonctionnelle pour armoires de cuisine et les produits d'assemblage pour la fabrication de meubles et d'armoires de cuisine, les produits de quincaillerie décorative, les laminés à haute pression, les panneaux décoratifs et utilitaires, les accessoires de cuisine, les éléments de poste de travail ergonomique, les produits de finition, les tableaux et panneaux d'affichage. Richelieu est aussi spécialisée dans la fabrication d'une grande variété de gammes de placages et de bandes de chant par l'intermédiaire de sa filiale Les Industries Cedan inc., de composantes pour l'industrie des portes et fenêtres et de moulures par l'entremise de Menuiserie des Pins Ltée ainsi que de produits de protection de plancher à la suite de l'acquisition de Distribution Madico inc. De plus, la Société fait fabriquer certains de ses produits en Asie selon ses spécifications et celles de ses clients.

La Société emploie près de 1 600 personnes qui œuvrent au siège social et dans l'ensemble de son réseau, dont près de la moitié dans des responsabilités reliées au marketing, à la vente et au service à la clientèle. Près de 70 % des employés sont actionnaires de Richelieu.

MISSION ET STRATÉGIE

Richelieu a pour mission de créer de la valeur pour ses actionnaires et de contribuer à la croissance et au succès de ses clients, tout en favorisant une culture d'entreprise axée sur la qualité du service et les résultats, le partenariat et l'intrapreneurship.

Pour soutenir sa croissance et demeurer le chef de file de son marché spécialisé, la Société continue de suivre la stratégie qui lui a été bénéfique jusqu'à présent et dont les principaux axes sont les suivants :

- renforcer continuellement son offre en introduisant chaque année de nouveaux produits diversifiés, qui répondent aux besoins de ses marchés et la positionnent comme le spécialiste de la quincaillerie fonctionnelle et décorative pour les fabricants et les détaillants ;
- approfondir et développer ses marchés actuels au Canada et aux États-Unis avec l'appui d'une force de vente et de marketing spécialisée, permettant un service personnalisé aux clients ; et
- poursuivre son expansion en Amérique du Nord par des ouvertures de centres de distribution et par des acquisitions efficacement intégrées et rentables, réalisées à juste prix, et présentant un fort potentiel de croissance et une bonne complémentarité sur le plan des produits et de l'expertise.

Avec une organisation solide et efficace, une offre de produits très diversifiée et des relations d'affaires de longue date avec d'excellents fournisseurs à travers le monde, Richelieu est bien positionnée pour continuer de mener une concurrence efficace au sein d'une industrie très fragmentée, et principalement composée d'une multitude de petits distributeurs régionaux offrant une gamme limitée de produits.

INFORMATION TRIMESTRIELLE CONSOLIDÉE CHOISIE (non audité) ⁽¹⁾

Trimestres clos les 29 et 28 février

(en milliers de \$, sauf les données par action, le nombre d'actions et les données exprimées en %)	2012 \$	2011 \$	Δ %
Ventes	124 083	113 192	+ 9,6
BAIIA ⁽¹⁾	13 280	12 018	+ 10,5
Marge BAIIA (%)	10,7	10,6	
Résultat net	8 028	6 973	+ 15,1
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	8 004	6 989	+ 14,5
• de base par action (\$)	0,38	0,33	+ 15,2
• dilué par action (\$)	0,38	0,33	+ 15,2
Marge nette (%)	6,5	6,2	
Flux monétaires générés par les activités opérationnelles ⁽²⁾	10 257	9 125	+ 12,4
• par action (\$)	0,49	0,43	+ 14,0
Dividendes en espèces versés sur les actions	2 505	2 327	+ 7,6
• par action (\$)	0,12	0,11	+ 9,1
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (dilué) (en milliers)	21 083	21 443	

Données relatives à la situation financière

Aux	29 février 2012 \$	30 novembre 2011 \$	Δ %
Actif total	321 270	318 676	+ 0,8
Fonds de roulement	172 669	166 897	+ 3,5
Ratio du fonds de roulement	4,2:1	4,0:1	
Capitaux propres	260 034	256 187	+ 1,9
Rendement moyen des capitaux propres (%)	16,6	16,5	
Valeur comptable (\$)	12,33	11,93	+ 3,3
Dette totale portant intérêt	2 523	5 544	- 54,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	25 771	29 095	- 11,4

(1) Le BAIIA est une mesure non conforme aux PCGR, telle que décrite à la page 2 du présent rapport.

(2) Les flux monétaires générés par les activités opérationnelles et les flux monétaires par action sont des mesures non conformes aux PCGR telles que décrites à la page 2 du présent rapport.

ANALYSE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU PREMIER TRIMESTRE CLOS LE 29 FÉVRIER 2012, COMPARATIVEMENT À CEUX DU PREMIER TRIMESTRE CLOS LE 28 FÉVRIER 2011

Les ventes consolidées se sont élevées à 124,1 millions \$, comparativement à 113,2 millions \$ pour le trimestre comparable de 2011, soit une hausse de 9,6 %, dont 5,9 % provenant de la croissance interne et 3,7 % provenant des trois acquisitions réalisées en 2011. À titre de rappel, ce sont Outwater Hardware (New Jersey) (« **Outwater** ») et Madico Inc. (Québec) (« **Madico** ») acquises en janvier 2011 et Provincial Woodproducts Ltd (Terre-Neuve) (« **Provincial Woodproducts** ») conclue en mars 2011.

Les ventes au marché des **fabricants** ont atteint 103,3 millions \$, en hausse de 9,1 millions \$ ou 9,7 % par rapport à celles du trimestre correspondant de 2011, dont 4,0 % provenant des trois acquisitions mentionnées précédemment et 5,7 % de croissance interne, reflétant l'apport soutenu de l'ensemble de nos segments de marché tout au long du trimestre, et en particulier de celui des fabricants d'armoires de cuisine au Canada et aux États-Unis. Nos ventes aux **détaillants** de quincaillerie et grandes surfaces de rénovation se sont élevées à 20,8 millions \$, en hausse de 9,3 %, dont 2,1 % provenant des acquisitions de 2011 et 7,2 % de la croissance interne, à laquelle notre pénétration de marché aux États-Unis a fortement contribué.

VENTES CONSOLIDÉES			
(en milliers de \$)			
Trimestres clos les 29 et 28 février	2012	2011	
	\$	\$	Δ %
Canada	97 766	92 582	+ 5,6
États-Unis (\$ CA)	26 317	20 610	+ 27,7
(\$ US)	26 035	20 697	+ 25,8
<i>Taux de change moyen</i>	1,0108	0,9958	
Ventes consolidées	124 083	113 192	+ 9,6

Les ventes au **Canada** se sont élevées à 97,8 millions \$, soit une augmentation de 5,2 millions \$ ou 5,6 % par rapport à celles du trimestre correspondant de 2011, provenant pratiquement à parts égales de la croissance interne qui a compté pour 2,9 % et des acquisitions de Madico et Provincial Woodproducts qui ont contribué pour 2,7 %. Il est à noter que nous avons bénéficié d'une journée ouvrable additionnelle pour ce premier trimestre, par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Dans le marché des fabricants, nos ventes se sont établies à 78,0 millions \$, en hausse de 5,5 % sur celles du trimestre correspondant de 2011, dont 2,5 % de croissance interne et 3,0 % provenant des deux acquisitions conclues au Canada en 2011. Nous avons réalisé une hausse des ventes de 6,0 % dans le marché des **détaillants** et grandes surfaces de rénovation par rapport au premier trimestre de l'exercice 2011, elles se sont élevées à 19,8 millions \$, grâce à une croissance interne de 4,3 % et aux acquisitions qui ont contribué pour 1,7 %.

Les ventes aux **États-Unis** ont atteint 26,0 millions \$ US, en hausse de 25,8 % ou de 5,3 millions \$ US par rapport au premier trimestre de l'exercice 2011, dont 17,9 % de croissance interne reflétant les efforts soutenus de pénétration de marché avec une offre de produits diversifiée et 7,9 % de croissance par acquisition. Compte tenu de l'effet de change, ces ventes exprimées en dollars canadiens se sont élevées à 26,3 millions \$, comparativement à 20,6 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Ainsi, elles ont représenté 21,2 % des ventes consolidées de la période, contre 18,2 % au premier trimestre de 2011.

BAIIA consolidé et marge bénéficiaire BAIIA			
(en milliers de \$, sauf indication contraire)			
Trimestres clos les 29 et 28 février	2012	2011	
	\$	\$	Δ %
Ventes	124 083	113 192	+ 9,6
BAIIA	13 280	12 018	+ 10,5
<i>Marge bénéficiaire BAIIA (%)</i>	10,7	10,6	

Le résultat avant impôts, intérêts et amortissement (BAIIA) s'est élevé à 13,3 millions \$, en hausse de 10,5 % sur celui du trimestre correspondant de 2011, reflétant l'augmentation des ventes. La marge bénéficiaire brute s'est maintenue sensiblement au même niveau qu'au premier trimestre de 2011, malgré la marge brute plus basse de certaines acquisitions de 2010-2011 en raison de leurs mix de produits différents. **La marge bénéficiaire BAIIA** s'est établie à 10,7 %, comparativement à 10,6 % pour le premier trimestre de 2011.

Bien que le BAIIA ait augmenté, la charge d'impôts sur le résultat est demeurée relativement stable par rapport au premier trimestre de 2011, dû aux variations des résultats par région où la Société et ses filiales sont assujetties à des taux d'imposition qui diffèrent l'une de l'autre.

Résultat net attribuable aux actionnaires consolidé			
(en milliers de \$, sauf indication contraire)			
Trimestres clos les 29 et 28 février	2012	2011	
	\$	\$	Δ %
BAIIA	13 280	12 018	+ 10,5
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	2 010	1 715	+ 17,2
Frais financiers, nets	(46)	(35)	
Impôts sur le résultat	3 288	3 365	
Résultat net	8 028	6 973	+ 15,3
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	8 004	6 989	+ 14,5
<i>Marge bénéficiaire nette (%)</i>	6,5	6,2	
Participations ne donnant pas le contrôle	24	(16)	
Résultat net	8 028	6 973	+ 15,1

Le résultat net s'est accru de 15,1 %. Compte tenu des participations ne donnant pas le contrôle, **le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société** s'est élevé à 8,0 millions \$, en hausse de 14,5 % par rapport au trimestre correspondant de 2011. Le résultat par action a atteint 0,38 \$ (de base et dilué), comparativement à 0,33 \$ (de base et dilué) pour le premier trimestre de 2011, soit une hausse de 15,2 %.

Le résultat global s'est chiffré à 6,8 millions \$, compte tenu d'un écart négatif de 1,2 million \$ sur conversion des états financiers de la filiale située aux États-Unis, comparativement à 5,6 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2011, compte tenu d'un écart négatif de 1,4 million \$ sur conversion des états financiers de la filiale située aux États-Unis.

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

(non audités)

(en milliers de \$, sauf les montants par action)

Trimestres	1	2	3	4
2012				
Ventes	124 083			
BAlIA	13 280			
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	8 004			
par action de base	0,38			
par action dilué	0,38			
2011				
Ventes	113 192	139 178	136 132	135 284
BAlIA	12 018	17 073	19 155	18 902
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	6 989	10 014	11 413	11 309
par action de base	0,33	0,48	0,54	0,54
par action dilué	0,33	0,47	0,54	0,54
2010 (PCGR du Canada)				
Ventes	95 183	117 960	115 957	117 863
BAlIA	10 880	18 764	17 054	17 134
Bénéfice net	7 002	11 502	10 348	10 381
par action de base	0,32	0,53	0,48	0,49
par action dilué	0,32	0,53	0,48	0,48

Variations trimestrielles des résultats — Le premier trimestre se terminant fin février est généralement la période la plus faible de l'exercice pour Richelieu, en raison principalement d'un nombre moindre de jours ouvrables dû aux fêtes de fin d'année et d'un ralentissement des travaux de rénovation et de construction au cours des mois d'hiver. Le troisième trimestre se terminant le 31 août compte aussi un nombre moindre de jours ouvrables en raison des vacances estivales, ce qui peut se refléter dans les résultats de la période. Quant aux deuxième et quatrième trimestres se terminant respectivement les 31 mai et 30 novembre, ils constituent historiquement les périodes les plus actives de l'exercice.

SITUATION FINANCIÈRE

Analyse des principaux flux de trésorerie pour le premier trimestre clos le 29 février 2012

Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et ressources en capital		
(en milliers de \$)		
Trimestres clos les 29 et 28 février	2012	2011
	\$	\$
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux):		
Activités d'exploitation	2 592	(4 859)
Activités de financement	(4 700)	(2 093)
Activités d'investissement	(1 102)	(14 265)
Effet des fluctuations du taux de change	(114)	51
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(3 324)	(21 166)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	29 095	39 289
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	25 771	18 123
Fonds de roulement	172 669	166 897
Marge de crédit renouvelable (\$ CA)	26 000	26 000
Marge de crédit renouvelable (\$ US)	5 000	5 000

Activités opérationnelles

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles (avant la variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation) se sont élevés à 10,3 millions \$ ou 0,49 \$ par action, comparativement à 9,1 millions \$ ou 0,43 \$ par action pour le premier trimestre de 2011, soit une hausse de 12,4 % provenant principalement de la hausse du résultat net. La variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement liés aux opérations a requis des liquidités de 7,7 millions \$, comparativement à 14,0 millions \$ au premier trimestre de 2011. Cette variation nette reflète principalement une variation positive des débiteurs de 1,0 millions \$ alors que les stocks, les frais payés d'avance, les créiteurs et les impôts à payer ont représenté au total une augmentation nette de 8,7 millions \$. En conséquence, les activités opérationnelles ont généré des fonds de 2,6 millions \$, alors qu'elles avaient nécessité des fonds de 4,9 millions \$ pour le premier trimestre de 2011.

Activités de financement

Au premier trimestre de 2012, Richelieu a versé des dividendes aux actionnaires de près de 2,5 millions \$, en hausse de 7,6 % par rapport au trimestre correspondant de 2011, compte tenu de la hausse de 9,1 % du dividende annoncée en janvier 2012. De plus, la Société a remboursé 2,5 millions \$ de dette à long terme ; elle a effectué un rachat d'actions dans le cours normal des activités pour 0,3 million \$ et elle a émis des actions ordinaires pour 0,6 million \$ à la suite de la levée d'options en vertu du régime d'options d'achat d'actions. Ainsi, les activités de financement se sont soldées par une sortie de fonds de 4,7 millions \$ par rapport à 2,1 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2011.

Activités d'investissement

Richelieu a investi au total 1,1 million \$ au premier trimestre de 2012, principalement dans des logiciels et de l'équipement opérationnel, alors qu'elle avait investi 14,3 millions \$ au trimestre correspondant de 2011 pour l'acquisition des principaux éléments d'actif net d'Outwater et des actions de Madico ainsi que pour l'agrandissement des centres de distribution de Montréal et de Laval.

Sources de financement

Au 29 février 2012, la **trésorerie et les équivalents de trésorerie** s'élevaient à 25,8 millions \$, comparativement à 29,1 millions \$ au 30 novembre 2011. La Société disposait d'un fonds de roulement de 172,7 millions \$, soit un ratio de 4,2:1, comparativement à 166,9 millions \$ (ratio de 4,0:1) au 30 novembre 2011.

Richelieu estime qu'elle possède les ressources en capital requises pour faire face à ses engagements et obligations courantes en 2012, pour assumer les besoins de fonds nécessaires à sa croissance et à ses activités de financement et d'investissement prévues pour le reste de l'exercice. Par ailleurs, la Société continue de disposer d'une marge de crédit autorisée de 26,0 millions \$ renouvelable annuellement et portant intérêt au taux préférentiel bancaire, ainsi que d'une marge de crédit de 5 millions \$ US portant intérêt au taux préférentiel majoré de 2 %. De plus, la Société considère qu'elle pourrait accéder à d'autres financements externes si cela s'avérait nécessaire.

Analyse de la situation financière en date du 29 février 2012

Situation financière sommaire		
(en milliers de \$)		
Aux	29 février 2012	30 novembre 2011
	\$	\$
Actifs courants	226 597	223 059
Actifs non courants	94 673	95 617
Total	321 270	318 676
Passifs courants	53 928	56 162
Autres passifs	6 408	6 327
Capitaux propres	260 934	256 187
Total	321 270	318 676
Taux de change de la conversion d'un établissement étranger autonome aux États-Unis	0,9895	1,0203

Actifs

Au 29 février 2012, **les actifs totaux** ont atteint 321,3 millions \$, comparativement à 318,7 millions \$ au 30 novembre 2011, soit une hausse de 0,8 %. **Les actifs courants** ont augmenté de 1,6 % ou de 3,5 millions \$ par rapport au 30 novembre 2011. Cette augmentation provient notamment des hausses de 5,9 millions \$ de stocks, de 1,6 million \$ des impôts sur les bénéfices à recevoir et des baisses de 3,3 millions \$ de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et de 1,4 million \$ des débiteurs.

Encaisse nette		
(en milliers de \$)		
Aux	29 février 2012	30 novembre 2011
	\$	\$
Portion courante de la dette à long terme	1 289	4 309
Dette à long terme	1 234	1 235
Total	2 523	5 544
Trésorerie et équivalents de trésorerie	25 771	29 095
Encaisse totale nette de la dette	23 248	23 551

La dette totale portant intérêt s'est établie à 2,5 millions \$, incluant une dette à long terme de 1,2 million \$ et la portion courante de la dette à long terme de 1,3 million \$ représentant uniquement les soldes à payer sur les acquisitions. Déduction faite de cette dette totale, l'encaisse nette était de 23,2 millions \$ au 29 février 2012. La Société continue de jouir d'une situation financière saine et solide qui lui permet de poursuivre sa stratégie d'affaires dans son secteur d'activité.

Les capitaux propres sont passés à 260,9 millions \$ au 29 février 2012, comparativement à 256,2 millions \$ au 30 novembre 2011, soit un accroissement de 1,9 % provenant principalement des augmentations de 5,2 millions \$ des résultats non distribués qui s'élevaient à 234,3 millions \$ au 29 février 2012 et d'un accroissement de 0,9 million \$ du capital-actions, moins les variations du cumul des autres éléments du résultat global de 1,2 million \$ et de 0,1 million \$ du surplus d'apport. Au terme du premier trimestre, **la valeur comptable de l'action** s'élevait à 12,33 \$, comparativement à 11,93 \$ au 30 novembre 2011.

Au 29 février 2012, **le capital-actions** de la Société était constitué de 20 867 209 actions ordinaires (20 846 709 actions au 30 novembre 2011). Au cours des trois premiers mois de l'exercice, la Société a émis 29 500 actions ordinaires à un prix moyen de 20,75 \$ (20 500 en 2011 à un prix moyen de 11,43 \$) à la suite de la levée d'options en vertu du régime d'options d'achat d'actions. De plus, au cours des périodes de trois mois terminées les 29 et 28 février 2012 et 2011, la Société a acheté 9 000 actions ordinaires aux fins d'annulation en vertu du programme d'offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités. Au 29 février 2012, 893 500 options d'achat d'actions étaient en circulation (883 000 au 30 novembre 2011), compte tenu notamment des 41 000 options d'achat qui ont été octroyées au cours du premier trimestre de 2012 (20 000 au cours du premier trimestre de 2011).

ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Il n'y a eu aucune modification importante dans les engagements contractuels de Richelieu, hors du cours normal des activités, par rapport à ceux décrits en page 27 du rapport annuel 2011 de la Société disponible sur SEDAR à www.sedar.com. Pour 2012 et dans un avenir prévisible, la Société prévoit que les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles et d'autres sources de financement suffiront à répondre à ses engagements contractuels courants.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Richelieu a recours périodiquement à des contrats de change à terme afin de se protéger, en tout ou en partie, des fluctuations de change relatives aux créiteurs libellés en devises étrangères ou pour couvrir certains engagements d'achat prévus. La Société a pour politique de ne pas utiliser ces instruments à des fins de spéculations ou de négociations et de ne conclure ces contrats qu'avec d'importantes institutions financières.

CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Tel qu'indiqué dans le rapport annuel 2011, disponible sur SEDAR à www.sedar.com, la direction a conçu et évalué les contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF) et les contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière présentée par la Société est fiable et que les états financiers qu'elle diffuse dans le public sont préparés conformément aux IFRS. Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière ont évalué, au sens du *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, la conception et le fonctionnement des contrôles internes à l'égard de l'information financière en date du 30 novembre 2011. À la lumière de cette évaluation, ils ont conclu que la conception et le fonctionnement des contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF et CPCI) étaient efficaces. Au cours du trimestre clos le 29 février 2012, la direction a vérifié qu'il n'y a eu aucune modification importante au processus de la Société qui a eu ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur son contrôle interne à l'égard de l'information financière.

En raison de leurs limites intrinsèques, les contrôles internes à l'égard de l'information financière ne fournissent qu'une assurance raisonnable et peuvent ne pas permettre de prévenir ou de détecter les inexactitudes. De plus, les projections d'une appréciation d'efficacité aux périodes futures comportent le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements dans les conditions ou que le degré de conformité aux normes et méthode se détériore.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES ET NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

En février 2008, le Conseil des normes comptables de l'Institut Canadien des Comptables Agréés a confirmé que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes devront adopter les Normes internationales d'information financière (IFRS) pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011.

Les états financiers consolidés intermédiaires de la Société pour la période de trois mois close le 29 février 2012 ont donc été dressés par la direction conformément aux IFRS. Ce sont les premiers états financiers consolidés intermédiaires préparés conformément aux IFRS, incluant l'IFRS 1 Première application des Normes internationales d'information financière et l'IAS 34 information financière intermédiaire. Les notes 2 et 12 des états financiers consolidés intermédiaires expliquent dans quelle mesure la transition aux IFRS a eu une incidence sur la situation financière, les résultats et les flux de trésorerie de la Société.

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires a été faite conformément aux méthodes comptables que la Société prévoit adopter lors de l'établissement des états financiers consolidés au 30 novembre 2012 et nécessite que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants constatés dans les états financiers consolidés intermédiaires et présentés dans les notes y afférentes, lesquelles pourraient être modifiées. Les estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours, sur les mesures que la société pourrait prendre à l'avenir et sur d'autres facteurs considérés comme pertinents et raisonnables.

Les facteurs de risques sont décrits sous la rubrique « Gestion des risques » à la page 32 du rapport annuel 2011 de Richelieu, disponible sur SEDAR à www.sedar.com.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

D'autres renseignements sur Richelieu, dont sa dernière notice annuelle, sont disponibles sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Le président et
chef de la direction



(Signé) Richard Lord

Le vice-président et chef
de la direction financière



(Signé) Antoine Auclair

Le 29 mars 2012

COMPTES DE RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Périodes de trois mois closes les 29 et 28 février (en milliers de dollars, sauf les données par action)
(non audités)

	Notes	2012 \$	2011 \$
Ventes		124 083	113 192
Coût des marchandises vendues, charges liées aux entrepôts et charges de vente et d'administration	9	110 803	101 174
Résultat avant les éléments suivants		13 280	12 018
Amortissement des immobilisations corporelles		1 435	1 359
Amortissement des immobilisations incorporelles		575	356
Frais financiers, net		(46)	(35)
		1 964	1 680
Résultat avant impôts sur le résultat		11 316	10 338
Impôts sur le résultat		3 288	3 365
Résultat net		8 028	6 973
Résultat net attribuable aux :			
Actionnaires de la Société		8 004	6 989
Participations ne donnant pas le contrôle		24	(16)
		8 028	6 973
Résultat net par action attribuable aux actionnaires de la Société	6		
De base		0,38	0,33
Dilué		0,38	0,33

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

Périodes de trois mois closes les 29 et 28 février (en milliers de dollars)
(non audités)

	Notes	2012 \$	2011 \$
Résultat net		8 028	6 973
Autres éléments du résultat global			
Écart de conversion sur le placement net dans un établissement étranger autonome	9	(1 220)	(1 395)
Résultat global		6 808	5 578
Résultat global attribuable aux :			
Actionnaires de la Société		6 784	5 594
Participations ne donnant pas le contrôle		24	(16)
		6 808	5 578

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Périodes de trois mois closes les 29 et 28 février (en milliers de dollars)
(non audités)

Notes	Attribuable aux actionnaires ordinaires de la société						
	Capital- actions	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	6			8			
Solde au 30 novembre 2010	17 623	3 906	208 782	—	230 311	3 430	233 741
Résultat net	—	—	6 989	—	6 989	(16)	6 973
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(1 395)	(1 395)	—	(1 395)
Résultat global	—	—	6 989	(1 395)	5 594	(16)	5 578
Exercice d'options d'achat d'actions	627	(393)	—	—	234	—	234
Charge relative à la rémunération à base d'actions	—	155	—	—	155	—	155
Dividendes	—	—	(2 327)	—	(2 327)	—	(2 327)
	627	(238)	(2 327)	—	(1 938)	—	(1 938)
Solde au 28 février 2011	18 250	3 668	213 444	(1 395)	233 967	3 414	237 381
Solde au 30 novembre 2011	19 714	3 586	229 064	103	252 467	3 720	256 187
Résultat net	—	—	8 004	—	8 004	24	8 028
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(1 220)	(1 220)	—	(1 220)
Résultat global	—	—	8 004	(1 220)	6 784	24	6 808
Rachat d'actions	(9)	—	(260)	—	(269)	—	(269)
Exercice d'options d'achat d'actions	860	(248)	—	—	612	—	612
Charge relative à la rémunération à base d'actions	—	125	—	—	125	—	125
Dividendes	—	—	(2 505)	—	(2 505)	—	(2 505)
Autres passifs	—	—	—	—	—	(24)	(24)
	851	(123)	(2 765)	—	(2 037)	(24)	(2 061)
Solde au 29 février 2012	20 565	3 463	234 303	(1 117)	257 214	3 720	260 934

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers de dollars)

(non audités)

	Notes	Au 29 février 2012 \$	Au 30 novembre 2011 \$	Au 30 novembre 2010 \$
ACTIFS				
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie		25 771	29 095	39 289
Débiteurs		70 965	72 366	65 017
Impôts à recevoir		3 334	1 688	—
Stocks		124 689	118 753	117 609
Frais payés d'avance		1 838	1 157	837
		226 597	223 059	222 752
Immobilisations corporelles	13	24 183	24 927	18 473
Immobilisations incorporelles	13	16 177	16 639	7 420
Goodwill	13	51 046	50 748	43 335
Impôts différés		3 267	3 303	2 972
		321 270	318 676	294 952
PASSIFS				
Passifs courants				
Créditeurs et charges à payer		52 639	51 853	54 612
Impôts à payer		—	—	3 741
Portion courante de la dette à long terme		1 289	4 309	2 072
		53 928	56 162	60 425
Dette à long terme		1 234	1 235	786
Impôts différés		3 529	3 471	—
Autres passifs		1 645	1 621	—
		60 336	62 489	61 211
CAPITAUX PROPRES				
Capital-actions	6	20 565	19 714	17 623
Surplus d'apport	6	3 463	3 586	3 906
Résultats non distribués		234 303	229 064	208 782
Cumul des autres éléments du résultat global	8	(1 117)	103	—
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société		257 214	252 467	230 311
Participations ne donnant pas le contrôle		3 720	3 720	3 430
		260 934	256 187	233 741
		321 270	318 676	294 952

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

Au nom du conseil d'administration,



(Signé) Richard Lord
Administrateur



(Signé) Mathieu Gauvin
Administrateur

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Périodes de trois mois closes les 29 et 28 février (en milliers de dollars)
(non audités)

	Notes	2012 \$	2011 \$
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES			
Résultat net		8 028	6 973
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles		1 435	1 359
Amortissement des immobilisations incorporelles		575	356
Impôts différés		94	282
Charge relative à la rémunération à base d'actions		125	155
		10 257	9 125
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement		(7 665)	(13 984)
		2 592	(4 859)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Remboursement de la dette à long terme		(2 538)	—
Dividendes versés	9	(2 505)	(2 327)
Émission d'actions ordinaires		612	234
Rachat d'actions ordinaires pour annulation		(269)	—
		(4 700)	(2 093)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'entreprises		—	(11 005)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(1 102)	(3 260)
		(1 102)	(14 265)
Effet des fluctuations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		(114)	51
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(3 324)	(21 166)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		29 095	39 289
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période		25 771	18 123
Informations supplémentaires			
Impôts sur le résultat payés		4 723	7 337
Intérêts reçus		(49)	(56)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

1) NATURE DES ACTIVITÉS

Quincaillerie Richelieu Ltée (la « Société ») est une société par actions incorporée en vertu des lois du Québec, Canada. La Société œuvre dans le domaine de la distribution, de l'importation et de la fabrication de quincaillerie spécialisée et de produits complémentaires. Ses produits sont destinés à une importante clientèle de fabricants d'armoires de cuisine et de salle de bain, de meubles, de portes et fenêtres et d'ébénisterie résidentielle et commerciale, ainsi qu'à une vaste clientèle de détaillants en quincaillerie, incluant les grandes surfaces de rénovation. Son siège social est situé au 7900, Henri-Bourassa Ouest, Montréal, QC, Canada H4S 1V4.

2) PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés intermédiaires de la Société, présentés en dollars canadiens, ont été dressés par la direction conformément aux normes internationales d'information financière (« IFRS »). Ce sont les premiers états financiers consolidés intermédiaires préparés conformément aux IFRS, incluant l'*IFRS 1, Première application des Normes internationales d'information financière* et l'*IAS 34, Information financière intermédiaire*. La note 12 explique dans quelle mesure la transition aux IFRS a eu une incidence sur la situation financière, les résultats et les flux de trésorerie de la Société. Cette note présente le rapprochement entre les IFRS et l'information financière présentée conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR ») des capitaux propres et du résultat global pour les périodes comparatives et celui de l'état de la situation financière à la date de transition aux IFRS.

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires a été faite conformément aux méthodes comptables que la Société prévoit adopter lors de l'établissement des états financiers consolidés au 30 novembre 2012 et nécessite que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants constatés dans les états financiers consolidés intermédiaires et présentés dans les notes y afférentes. Les estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours, sur les mesures que la société pourrait prendre à l'avenir et sur d'autres facteurs considérés comme pertinents et raisonnables.

Les jugements réalisés par la direction lors de l'application des méthodes comptables et qui ont l'impact le plus significatif sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés intermédiaires et les hypothèses concernant l'avenir et les autres sources majeures d'incertitude relatives aux estimations à la fin de la période de présentation de l'information financière, qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif des montants des actifs et des passifs au cours de la période suivante, sont résumés ci-après :

- Actifs et passifs courants : La dépréciation des stocks, incluant la perte et la désuétude des stocks, l'estimation des remises aux clients, l'estimation des provisions et des passifs éventuels, l'évaluation de la provision pour mauvaises créances et le classement des contrats de location impliquent le jugement et le recours à des hypothèses qui peuvent avoir des impacts sur les montants constatés dans les états financiers consolidés intermédiaires. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.
- Dépréciation d'actifs non courants : La direction a utilisé son jugement afin de déterminer s'il existait des indicateurs de dépréciation d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée. Dans le cadre des tests de dépréciation des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée et du goodwill, la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de la vente sont estimées en utilisant un modèle d'actualisation des flux de trésorerie futurs. L'application de cette méthode repose sur différentes hypothèses telles que décrites à la note 3.

- Impôts différés : Des actifs d'impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il est probable que la Société disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces impôts pourront être imputés. Dans la détermination de ces actifs d'impôts différés, des hypothèses sont considérées, à savoir la période de consommation des reports déficitaires et le niveau des bénéfices imposables futurs conformément aux stratégies en matière de planification fiscale.

3) PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés ont été préparés adéquatement dans les limites raisonnables de l'importance relative et dans le cadre des méthodes comptables résumées ci-après :

Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Quincaillerie Richelieu Ltée et ceux de ses filiales. Les participations ne donnant pas le contrôle sont comptabilisées dans les états financiers consolidés suite à la consolidation des filiales Menuiserie Des Pins Ltés et Provincial Woodproducts Ltée pour lesquelles la Société détient respectivement 75 % et 85 % des actions ordinaires en circulation. Les opérations et soldes intersociétés sont éliminés lors de la consolidation.

La Société choisit d'évaluer, lors de chaque transaction, toute participation ne donnant pas le contrôle, le cas échéant, soit à la juste valeur, soit à la valeur comptable de la quote-part de l'actif net identifiable utilisé dans la détermination de la répartition du prix d'achat. Toute option d'achat des participations ne donnant pas le contrôle qui correspond à la définition d'un passif financier selon l'*IAS 32 Instruments financiers : Présentation* est évaluée à sa juste valeur et présentée en tant qu'autres passifs. Les gains/perces résultant de la réévaluation à la fin de chaque période sont enregistrés au résultat global.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie et les placements très liquides assortis d'une échéance initiale de trois mois ou moins. La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont été classés dans la catégorie d'instruments financiers « actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net » et sont évalués à leur juste valeur. Les gains ou pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque période sont enregistrés aux comptes de résultats consolidés.

Débiteurs

Les débiteurs sont classés dans la catégorie d'instruments financiers « prêts et créances ». Ils sont enregistrés au coût, lequel lors de l'enregistrement initial correspond à la juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour la Société, cette évaluation correspond généralement au coût en raison de leur échéance à court terme.

Stocks

Les stocks qui se composent principalement de produits finis sont évalués au moindre du coût moyen et de la valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal des activités, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Un degré important de jugement est appliqué lors de l'estimation de l'effet de certains facteurs sur la valeur nette de réalisation du stock, telles que la désuétude et les pertes de stock. La quantité, l'âge et la condition du stock sont mesurés et évalués régulièrement au cours de l'année.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties linéairement sur leur durée de vie estimative. Les principales composantes, ayant des durées d'utilité différentes, sont amorties distinctement. La méthode d'amortissement et l'estimation des durées d'utilité sont réévaluées annuellement.

Bâtiments	20 ans
Améliorations locatives	Durée des baux, maximum 5 ans
Matériel et outillage	5 à 10 ans
Matériel roulant	5 ans
Mobilier et agencements	3 à 5 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans

3) PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont des actifs acquis qui n'ont pas d'existence physique et qui respectent des critères précis permettant la comptabilisation distincte du goodwill et des immobilisations corporelles. Les immobilisations incorporelles comprennent principalement les logiciels acquis ou développés à l'interne, les relations clients, les ententes de non-concurrence et les marques de commerce. Les logiciels et les relations clients sont amortis linéairement sur leur durée de vie estimative qui est respectivement de 3 ans et de 10 à 20 ans tandis que les ententes de non-concurrence sont amorties sur la durée respective de chaque entente. Les marques de commerce ont une durée de vie indéfinie et, par conséquent, ne sont pas amorties.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie sont soumises à un test de dépréciation annuel, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'ils pourraient avoir subi une baisse de valeur. Lorsque le test de dépréciation révèle que la valeur comptable d'un actif incorporel excède sa juste valeur, une perte de valeur est constatée au résultat net pour un montant égal à l'excédent.

Goodwill

Le goodwill représente l'excédent du prix d'acquisition par rapport à la juste valeur des actifs nets acquis. Le goodwill n'est pas amorti.

Dépréciation d'actifs non courants

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société doit déterminer s'il existe un indice de dépréciation pour ses actifs à long terme, excluant le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie. S'il existe un indice, les actifs à long terme doivent être soumis à un test de dépréciation. Pour le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, un test de dépréciation doit être effectué au minimum à chaque année, qu'il y ait un indice de dépréciation ou non.

Les tests de dépréciation sont effectués au niveau de l'actif lui-même, d'une unité génératrice de trésorerie (UGT) ou d'un groupe d'UGT. Une UGT est le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. La Société a identifié 14 UGT aux États-Unis et 10 UGT au Canada, qui sont soit des centres de distribution ou des regroupements de centres de distribution. Pour le goodwill et les actifs de support qui ne peuvent pas être attribués en totalité à une seule UGT, les tests de dépréciation sont effectués au niveau des secteurs opérationnels.

Les tests de dépréciation consistent en une comparaison entre la valeur comptable et la valeur recouvrable de l'actif, de l'UGT ou du groupe d'UGT. La valeur recouvrable représente le plus élevé entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de la vente. Si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable, une perte de valeur est constatée au résultat net pour un montant égal à l'excédent. Les pertes de valeur liées aux UGT ou groupes d'UGT sont réparties au prorata des actifs de l'UGT ou du groupe d'UGT, sans toutefois réduire la valeur comptable des actifs en dessous du plus élevé de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente et de leur valeur d'utilité.

Pour déterminer leur valeur d'utilité, la direction élabore des hypothèses sur la croissance des revenus, la marge brute générée et le niveau du fonds de roulement requis pour supporter les opérations sur les cinq prochaines années, la croissance à long terme du marché, et le taux d'actualisation approprié pour refléter la valeur de l'argent dans le temps et les risques spécifiques propres à chaque unité génératrice de trésorerie qui ne sont pas pris en compte dans les flux de trésorerie.

À l'exception du goodwill, si une reprise de perte de valeur survient, elle doit être comptabilisée immédiatement au résultat net. Les reprises de perte de valeur liées aux UGT ou groupes d'UGT sont réparties au prorata des actifs de l'UGT ou du groupe d'UGT. La valeur recouvrable d'un actif augmentée d'une reprise de perte de valeur ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée sur cet actif au cours des exercices antérieurs.

Autres passifs

Les créateurs et charges à payer sont classés dans la catégorie d'instruments financiers « autres passifs financiers ». Ils sont évalués initialement à la juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour la Société, cette évaluation correspond généralement au coût.

Provisions

Les provisions sont comptabilisées si la Société a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, s'il est probable qu'elle sera tenue d'éteindre l'obligation et si le montant peut être estimé de manière fiable. Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture. Lorsqu'une provision est évaluée en fonction d'estimations de flux de trésorerie nécessaires pour éteindre l'obligation actuelle, sa valeur comptable correspond à la valeur actualisée de ces flux de trésorerie.

Les provisions sont revues à chaque date de clôture et ajustées pour refléter les meilleures estimations actuelles à cette date et sont présentées avec les créateurs et charges à payer.

Lorsqu'une sortie possible de ressources représentatives d'avantages économiques résultant d'une obligation actuelle est considérée comme étant improbable ou de probabilité faible, aucun passif n'est comptabilisé.

Constataion des ventes

Les ventes sont constatées lors de la livraison des marchandises aux clients. Les remises aux clients sont comptabilisées en réduction des ventes.

Impôts sur le résultat

Les impôts sur le résultat sont calculés selon la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, des actifs et des passifs d'impôts différés sont constatés au titre des impôts estimatifs à recouvrer ou à payer auxquels donneraient lieu la réalisation des actifs ou le règlement des passifs à la valeur comptable. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués d'après les taux d'imposition pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels il est prévu que les écarts temporaires se résorberont. Les modifications apportées à ces soldes sont constatées dans le résultat net de l'exercice au cours duquel elles se produisent.

Conversion des devises

Les états financiers consolidés sont présentés dans la monnaie fonctionnelle de la Société, soit le dollar canadien. La Société suit la méthode temporelle de conversion des soldes et des opérations en devises en dollars canadiens, à l'exception des comptes de sa filiale étrangère autonome. Selon cette méthode, les actifs et les passifs monétaires sont convertis au taux de change à la date de clôture tandis que les autres éléments de l'état de la situation financière et des comptes de résultats sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les gains et pertes de change sont imputés au résultat net de l'exercice.

Les éléments d'actif et de passif de la filiale américaine, considérée comme autonome sur le plan financier et opérationnel, sont convertis en dollars canadiens au taux de change en date de clôture. Les produits et les charges sont convertis au taux en vigueur à la date de l'opération. Les gains et les pertes de change sont présentés aux états consolidés du résultat global.

Contrats de change à terme

La Société conclut périodiquement des contrats de change à terme avec d'importantes institutions financières pour se protéger en partie des fluctuations de change relatives aux passifs libellés en devises, de même que pour couvrir certains achats prévus. La Société n'a pas recours à des instruments financiers à des fins spéculatives.

La Société utilise la comptabilité de couverture seulement lorsqu'elle rencontre les critères de documentation exigés en vertu des IFRS. Les instruments financiers dérivés que la Société a choisi de désigner comme éléments de couverture de trésorerie font partie des actifs et passifs financiers disponibles à la vente. Ils sont évalués à la juste valeur, soit le montant approximatif qui peut être obtenu en règlement

3) PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

de ces instruments aux taux pratiqués sur le marché, et les gains et les pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque exercice sont enregistrés au résultat global. Si l'instrument n'est pas désigné et documenté comme un élément de couverture, les variations de la juste valeur sont constatées aux comptes de résultats consolidés de l'exercice. L'actif ou le passif lié aux instruments financiers dérivés est présenté au poste Débiteurs ou Crédeurs et charges à payer aux états consolidés de la situation financière.

Paiement fondé sur des actions

La Société impute au résultat net les rémunérations et autres paiements à base d'actions selon la méthode fondée sur la juste valeur pour toutes les options d'achat d'actions attribuées. La juste valeur des options d'achat d'actions à la date d'attribution est déterminée à l'aide du modèle d'évaluation Black & Scholes. La charge relative à la rémunération est comptabilisée sur la période d'acquisition des droits relatifs à ces options d'achat d'actions.

La Société possède un régime d'unités d'actions différées (« UAD ») à l'intention de ses administrateurs qui peuvent choisir de recevoir une partie ou la totalité de leur rémunération à travers ce régime. Les dividendes versés par la Société, le cas échéant, bénéficient également aux détenteurs d'UAD pour un montant équivalent aux dividendes versés aux actionnaires. La valeur des UAD n'est payable qu'en espèces seulement et qu'au moment où l'administrateur cesse d'être un membre du conseil. Le passif financier qui résulte de ce régime est évalué à sa juste valeur à chaque fin de période et la variation est imputée aux comptes de résultats consolidés.

Résultat net par action

Le résultat net par action est calculé selon le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Le résultat dilué par action est calculé selon la méthode du rachat d'actions et tient compte de tous les éléments comportant un effet de dilution.

4) MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

L'IASB a récemment publié de nouvelles normes qui entreront en vigueur en 2013, telle que décrite ci-après.

IFRS 9, Instruments financiers

En novembre 2009, l'IASB a publié l'IFRS 9 « Instruments financiers ». Cette nouvelle norme simplifie le classement et l'évaluation des actifs financiers contenus dans l'IAS 39 « Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation ». Les actifs financiers seront évalués au coût amorti ou à la juste valeur. Ainsi, ils doivent être évalués au coût amorti si les deux conditions suivantes sont réunies :

- la détention s'inscrit dans un modèle économique où l'objectif est de recevoir des flux de trésorerie contractuels ; et
- les flux de trésorerie contractuels correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal impayé.

Tous les autres actifs financiers doivent être évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. L'entité peut utiliser une option de la juste valeur, si certaines conditions sont réunies, au lieu d'une évaluation au coût amorti. De plus, pour les participations en capitaux propres qui ne sont pas détenus à des fins de transaction, l'entité peut, lors de la comptabilisation initiale, faire le choix irrévocable d'évaluer ces instruments à la juste valeur par le biais du résultat global.

En octobre 2010, l'IASB a publié des modifications à l'IFRS 9 afin d'ajouter les dispositions d'IAS 39 relatives au classement et à l'évaluation des passifs financiers. Toutefois, dans le cas d'un passif financier évalué à la juste valeur par le biais du résultat net au moyen de l'option de la juste valeur, la part des variations de la juste valeur de ce passif qui est attribuable aux changements du risque de crédit du passif est comptabilisée directement dans les autres éléments du résultat global.

L'IFRS 9 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. L'adoption anticipée est permise à certaines conditions.

IFRS 10, États financiers consolidés

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 10 « États financiers consolidés » en remplacement de la SIC-12 « Entités ad hoc » et de certaines parties d'IAS 27 « États financiers consolidés et individuels ». L'IFRS 10 utilise le contrôle comme base de consolidation unique, peu importe la nature de l'entité détenue. Elle définit le contrôle à l'aide des éléments suivants :

- le pouvoir sur l'entité détenue ;
- l'exposition aux rendements variables résultant de la participation dans l'entité détenue, ou la détention de droits sur ces rendements ;
- la capacité d'utiliser le pouvoir sur l'entité détenue pour influencer sur les rendements.

L'IFRS 10 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. L'adoption anticipée est permise à certaines conditions.

IFRS 12, Informations à fournir : Intérêts dans d'autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans les autres entités ». Cette norme exige qu'une entité présente des informations sur la nature et les risques associés à ses participations dans d'autres entités (c'est-à-dire filiales, partenariats, entreprises associées ou entités structurées non consolidées) ainsi que l'incidence de ces participations sur ses états financiers. L'IFRS 12 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. L'adoption anticipée est permise à certaines conditions. Les entités peuvent également choisir d'intégrer dans leurs états financiers seulement quelques exigences d'informations à fournir, sans adopter l'IFRS 12 de façon anticipée.

IFRS 13, Évaluation à la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13 « Évaluation à la juste valeur » afin d'établir un cadre unique pour l'évaluation à la juste valeur des éléments financiers et non financiers. Elle définit la juste valeur comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction ordonnée entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. De plus, elle exige la divulgation de certaines informations à l'égard de ces évaluations à la juste valeur. L'IFRS 13 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 et une adoption anticipée est permise.

IAS 1, Présentation des états financiers

En juin 2011, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 1 « Présentation des états financiers ». Les autres éléments du résultat global et la charge d'impôts correspondante devront être regroupés selon qu'ils seront ou ne seront pas reclassés dans le résultat net au cours des périodes subséquentes. Ces modifications seront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. L'adoption anticipée est permise.

La Société évalue actuellement l'incidence de toutes les modifications précédemment mentionnées sur ses résultats, sa situation financière et ses flux de trésorerie.

5) ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

2011

Le 10 janvier 2011, la Société a acquis les principaux éléments d'actif net de Outwater Hardware (« Outwater ») pour une contrepartie au comptant de 8 748 \$ (8 800 \$US), excluant les frais d'acquisition, et une contrepartie à payer de 2 920 \$ (2 937 \$US). Cette entreprise basée à Lincoln Park (New Jersey, États-Unis), opère un centre de distribution de produits de quincaillerie spécialisée et décorative, qui dessert des ébénisteries résidentielles et commerciales, fabricants d'armoires de cuisine, de salle de bains et de meubles.

Le 31 janvier 2011, la Société a acquis la totalité des actions ordinaires en circulation de Madico Inc. pour une contrepartie au comptant de 2 770 \$, excluant les frais d'acquisition, et une contrepartie à payer de 95 \$. Cette entreprise basée dans la région de Québec (Québec, Canada) développe et distribue des produits de protection de plancher et dessert une importante clientèle de détaillants en quincaillerie et de grandes surfaces de rénovation principalement au Canada ainsi qu'aux États-Unis.

5) ACQUISITIONS D'ENTREPRISES (suite)

Le 14 mars 2011, la Société a acquis 85% des actions ordinaires en circulation de Provincial Woodproducts Ltd. pour une contrepartie au comptant de 7 200 \$, excluant les frais d'acquisition, et une contrepartie à payer de 1 481 \$. Cette entreprise basée à St-John's (Terre-Neuve, Canada) opère un centre de distribution de quincaillerie, produit de finition, panneaux et planchers de bois franc.

Sommaire des acquisitions

Ces opérations ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition et les résultats d'exploitation sont compris dans les états financiers consolidés depuis les dates d'acquisition respectives de chaque acquisition. Les répartitions finales des prix d'achat d'Outwater et de Madico Inc. et la répartition préliminaire du prix d'achat de Provincial Woodproducts Ltd., en date des transactions, se résument de la façon suivante :

	2011
	\$
Actifs net acquis	
Débiteurs	3 924
Stocks	4 296
Frais payés d'avance	227
Actifs courants	8 447
Immobilisations corporelles	2 744
Logiciels	9
Clientèle	8 102
Nom de commerce	1 013
Non concurrence	665
Goodwill	7 279
	28 259
Passifs courants pris en charge	2 713
Impôts différés	1 504
Participations ne donnant pas le contrôle	1 532
Actifs net acquis	22 510
Contrepartie	
Comptant, net de la trésorerie acquise	18 014
Contreparties à payer	4 496
	22 510

Au 30 novembre 2011, la Société avait finalisé la répartition du prix d'achat des entreprises acquises en 2010 résultant ainsi en une augmentation du goodwill de 517 \$.

Au 29 février 2012, la Société a finalisé la répartition du prix d'achat des entreprises acquises durant la période de trois mois close le 28 février 2011, résultant ainsi en une augmentation du goodwill de 396 \$.

6) CAPITAL ACTIONS**Autorisé**

Un nombre illimité :

Actions ordinaires.

Actions privilégiées de premier et de deuxième rang, sans droit de vote, pouvant être émises en série, dont les caractéristiques doivent être établies par le conseil d'administration.

Émis

	Au 29	Au 30
	février	novembre
	2012	2011
	\$	\$
20 867 209 actions ordinaires		
(20 846 709 au 30 novembre 2011)	20 565	19 714

Au cours de la période de trois mois close le 29 février 2012, la Société a émis 29 500 actions ordinaires (20 500 en 2011) à un prix moyen de 20,75 \$ par action (11,43 \$ en 2011) à la suite de la levée d'options en vertu du régime d'options d'achat d'actions. De plus, au cours de la période de trois mois close le 29 février 2012, la Société a acheté aux fins d'annulation 9 000 actions ordinaires dans le cours normal de ses activités pour une contrepartie de 269 \$ (aucune en 2011) entraînant une prime au rachat de 260 \$ qui a été enregistrée en diminution des résultats non distribués.

Régime d'options d'achat d'actions

La Société possède un régime d'options d'achat d'actions à l'intention de ses administrateurs, dirigeants et employés clés. Le prix de souscription de chaque action visée par une option octroyée en vertu du régime correspond au cours du marché des actions des cinq jours précédant la date de l'octroi et doit être payé intégralement au moment de la levée de l'option. Les options peuvent être levées un an après leur octroi à raison de 25 % par année et doivent être levées au plus tard au dixième anniversaire de la date de l'octroi.

Au cours de la période de trois mois close le 29 février 2012, la Société a octroyé 41 000 options d'achat d'actions (20 000 en 2011) comportant un prix d'exercice moyen de 27,43 \$ par action (30,68 \$ en 2011) et une juste valeur moyenne de 6,56 \$ l'option (8,95 \$ en 2011) déterminée selon le modèle d'évaluation Black & Scholes en considérant un taux de dividendes prévu de 1,75 % (1,4 % en 2011), une volatilité prévue de 25 % (25 % en 2011), un taux d'intérêt sans risque de 2,31 % (3,80 % en 2011) avec une durée prévue de 7 ans (7 ans en 2011). La charge de rémunération imputée au résultat net en 2012 relativement aux options s'est élevée à 125 \$ (155 \$ en 2011). Au 29 février 2012, le solde des options en circulation était de 893 500 à des prix de levée variant de 9,96 \$ à 30,68 \$, pour une moyenne pondérée de 21,56 \$ (883 000 options au 30 novembre 2011 à des prix de levée variant de 7,28 \$ à 30,68 \$, pour une moyenne pondérée de 21,25 \$).

Résultat net par action

Le résultat net par action de base et le résultat net par action dilué ont été calculés selon le nombre d'actions suivant au :

	Au 29	Au 29
	février	février
	2012	2011
	\$	\$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – de base	20 855	21 146
Effet de dilution en vertu du régime d'option d'achat d'actions	228	297
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – dilué	21 083	21 443

Le calcul du résultat net dilué par action ne tient pas compte de la moyenne pondérée de 50 000 options sur actions puisque leur prix de levée, étant supérieur au cours moyen des actions de la période aurait un effet anti-dilutif (aucune en 2011).

7) DIVIDENDES

Pour la période de trois mois close le 29 février 2012, la Société a versé des dividendes de 2 505 \$ (2 327 \$ en 2011) aux détenteurs d'actions ordinaires, soit 0,12 \$ par action (0,11 \$ par action en 2011).

8) CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Le cumul des autres éléments du résultat global est composé des éléments suivants et les variations survenues au cours des périodes de trois mois closes les 29 et 28 février 2012 et 2011 se détaillent comme suit :

	2012 \$	2011 \$
Solde au début de la période	103	—
Écart de conversion sur le placement net dans un établissement étranger autonome	(1 220)	(1 395)
Solde à la fin de la période	(1 117)	(1 395)

9) INSTRUMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Risque de crédit

La Société vend ses produits à de nombreux clients situés principalement au Canada et, dans une moindre mesure, aux États-Unis. Le risque de crédit est lié à la possibilité que des clients soient incapables de respecter leurs engagements à l'égard des débiteurs de la Société. Le délai moyen de recouvrement des débiteurs au 29 février 2012 est à un niveau acceptable pour le secteur dans lequel la Société évolue.

La Société effectue une évaluation continue du crédit de sa clientèle et n'exige généralement pas de garantie. La provision pour mauvaises créances est demeurée stable durant la période de trois mois close le 29 février 2012 et s'est établie à 5 006 \$.

Risque de marché

La Société est exposé aux fluctuations de change pouvant affecter ses achats et ses ventes conclus en devises étrangères (principalement en dollar US). Les charges d'administration pour la période de trois mois close le 29 février 2012 comprennent une perte de change de 38 \$ contre une perte de change de 543 \$ pour la période correspondante en 2011.

La politique de la Société est de préserver le coût d'achat et le prix de vente de ses activités commerciales en couvrant partiellement ses positions au moyen d'instruments financiers dérivés. Afin de protéger ces opérations contre les risques découlant des variations de taux de change, elle utilise des contrats de change à terme. Les principaux risques de change de la Société sont couverts par une trésorerie centralisée. Les risques de change sont gérés conformément à la politique de gestion du risque de change. L'objectif visé par la politique est de protéger les profits d'exploitation de la Société en réduisant l'exposition à la fluctuation de change. La politique en matière de gestion des risques de change ne permet pas d'effectuer des opérations à des fins de spéculation.

Au 29 février 2012, une dépréciation de 1 % du dollar canadien sur le dollar américain, et sur l'Euro, toutes les autres variables demeurant stables par ailleurs, n'aurait pas eu d'incidences importantes sur le montant du résultat net consolidé (aucune incidence importante en 2011) et aurait augmenté celui des autres éléments du résultat global de 679 \$ (542 \$ en 2011). La sensibilité du taux de change représente la somme des expositions nettes au risque de change des instruments financiers détenus par la Société à la date du bilan.

Au 29 février 2012, l'état consolidé du résultat global présente une perte de change de 1 220 \$ (perte de 1 395 \$ au 28 février 2011) sur le placement net dans un établissement étranger autonome, qui résulte principalement de la conversion de l'investissement net à long terme dans cet établissement.

Risque de liquidité

La Société gère son risque de ne pouvoir régler ses passifs financiers au moment opportun en tenant compte des besoins opérationnels et en ayant recours à différentes sources de financement, le cas échéant.

Au cours des dernières années, la Société a financé sa croissance, ses acquisitions et ses distributions aux actionnaires en utilisant les fonds autogénérés par ses opérations.

Charges de la période

Au cours de la période de trois mois close le 29 février 2012, le montant des stocks passés en charge résultant des activités d'importation, de distribution et de fabrication est de 88 523 \$ (81 134 \$ en 2011). Ce montant inclut une charge de désuétude des stocks de 478 \$ (454 \$ en 2011). Au cours de la période de trois mois close le 29 février 2012, le montant des avantages du personnel passés en charge est de 19 231 \$ (17 113 \$ en 2011).

Réclamations

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à diverses actions et réclamations. Elle conteste le bien-fondé de ces actions et réclamations, et la direction estime que les règlements à venir de ces réclamations n'influenceront pas de façon sensible la situation financière et le résultat net consolidé de la Société.

10) INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

Au cours de la période de trois mois close le 29 février 2012, près de 79 % des ventes ont été effectuées au Canada (82 % en 2011) alors que les ventes à l'étranger, presque entièrement aux États-Unis, s'élèvent, en dollars canadiens, à 26 317 \$ (20 610 \$ en 2011) et à 26 035 \$ (20 697 \$ en 2011) en dollars US.

Au 29 février 2012, du total des immobilisations corporelles de 24 183 \$ (24 927 \$ au 30 novembre 2011), 1 729 \$ (2 019 \$ au 30 novembre 2011) sont situées aux États-Unis. De plus, les immobilisations incorporelles situées aux États-Unis s'élèvent à 7 734 \$ (8 158 \$ au 30 novembre 2011) et le goodwill à 3 509 \$ (3 212 \$ au 30 novembre 2011) en dollars canadiens, et s'élèvent respectivement à 7 816 \$ (7 996 \$ au 30 novembre 2011) et à 3 547 \$ (3 148 \$ au 30 novembre 2011) en dollars US.

11) GESTION DU CAPITAL

Les objectifs de la Société sont les suivants :

- Maintenir un faible ratio d'endettement pour préserver la capacité de l'entité de poursuivre sa croissance interne et par acquisitions ;
- fournir un rendement adéquat à ses actionnaires.

La Société gère sa structure de capital et y apporte des rajustements en fonction des changements qui touchent la conjoncture économique et les caractéristiques de risque des actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, la Société peut être amenée à modifier le montant des dividendes versés aux actionnaires, à remettre du capital aux actionnaires ou à émettre de nouvelles actions.

Pour la période close le 29 février 2012, la Société a réalisé les résultats suivants relativement à ses objectifs de gestion du capital :

- Ratio d'endettement : 1,0 % (dette portant intérêt/avoir des actionnaires)
- Un rendement sur l'avoir moyen des actionnaires de 16,6 % au cours des 12 derniers mois

Les objectifs de gestion du capital sont demeurés inchangés comparativement à l'exercice précédent.

12) APPLICATION DES IFRS

Les présents états financiers sont les premiers états financiers consolidés intermédiaires de la Société préparés selon les IFRS. La date de transition aux IFRS est le 30 novembre 2010. Les méthodes comptables IFRS de la Société présentées à la note 2 ont été utilisées pour la préparation des états financiers consolidés intermédiaires. Les principaux ajustements qui ont été faits pour convertir les états financiers consolidés de l'exercice clos les 30 novembre 2011, ainsi que l'état de la situation financière au 30 novembre 2010, des PCGR avant le basculement aux IFRS sont expliqués ci-dessous.

12) APPLICATION DES IFRS (suite)

La Société a mis en application l'IFRS 1, qui autorise certaines exemptions à l'application rétrospective en date de la transition, pour préparer l'état consolidé de la situation financière au 30 novembre 2010 et a choisi d'utiliser les exemptions suivantes :

Regroupement d'entreprises

La norme IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, peut être adoptée de façon rétrospective ou prospective. L'application rétrospective nécessite le retraitement d'une partie ou de tous les regroupements d'entreprises survenus avant la date de transition. La Société s'est prévalu de cette exemption et n'a pas retraité ses acquisitions antérieures à la date de transition.

Paiement fondé sur des actions

Une entité peut appliquer IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, seulement aux instruments de capitaux propres dont les droits n'ont pas été acquis à la date de transition. La Société a choisi de ne pas appliquer IFRS 2 aux instruments de capitaux propres attribués et dont les droits ont été acquis avant la date de transition aux IFRS.

Montant cumulé des différences de conversion

L'application rétrospective des IFRS aurait obligé la société à déterminer le montant cumulé des différences de conversion conformément à IAS 21, Effets des variations des cours des monnaies étrangères, à

compter de la date à laquelle une filiale ou une entreprise associée a été constituée ou acquise. IFRS 1 permet toutefois que les gains et les pertes de change cumulés soient ramenés à zéro à la date de transition. La Société a choisi de ramener à zéro ses pertes nettes de change d'un montant de 5,6 millions de dollars au 30 novembre 2010 qui ont été reclassés dans les résultats non distribués à la date de transition.

RAPPROCHEMENTS DES CAPITAUX PROPRES

		30 novembre 2011	30 novembre 2010
	Note	\$	\$
Capitaux propres selon les PCGR		275 634	253 869
Dépréciation d'actifs – perte de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles et du goodwill	a, c	(26 509)	(26 509)
Amortissement et autres	a, c	408	—
Autres passifs	e	(400)	(400)
Impôts différés	b	3 334	3 351
		(23 167)	(23 558)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société selon les IFRS		252 467	230 311

RAPPROCHEMENTS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

	Note	Au 30 novembre 2010		IFRS \$
		PCGR \$	Ajustements \$	
ACTIFS				
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie		39 289	—	39 289
Débiteurs		65 017	—	65 017
Stocks		117 609	—	117 609
Frais payés d'avance		837	—	837
		222 752	—	222 752
Immobilisations corporelles	a	19 132	(659)	18 473
Immobilisations incorporelles	a	13 242	(5 822)	7 420
Goodwill	a, c	63 363	(20 028)	43 335
Impôts différés	e	2 327	645	2 972
		320 816	(25 864)	294 952
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES				
Passifs courants				
Créditeurs et charges à payer	e	54 212	400	54 612
Impôts à payer		3 741	—	3 741
Portion courante de la dette à long terme		2 072	—	2 072
		60 025	400	60 425
Dette à long terme		786	—	786
Impôts différés	a, b	2 706	(2 706)	—
Participations ne donnant pas le contrôle	d	3 430	(3 430)	—
		66 947	(5 736)	61 211
Capitaux propres				
Capital-actions		17 623	—	17 623
Surplus d'apport		3 906	—	3 906
Résultats non distribués		237 907	(29 125)	208 782
Cumul des autres éléments du résultat global	d	(5 567)	5 567	—
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société		253 869	(23 558)	230 311
Participations ne donnant pas le contrôle	d	—	3 430	3 430
		253 869	(20 128)	233 741
		320 816	(25 864)	294 952

12) APPLICATION DES IFRS (suite)

RAPPROCHEMENTS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

	Note	Au 30 novembre 2011		IFRS \$
		PCGR \$	Ajustements \$	
ACTIFS				
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie		29 095	—	29 095
Débiteurs		72 366	—	72 366
Impôts à recevoir		1 645	43	1 688
Stocks		118 753	—	118 753
Frais payés d'avance		1 157	—	1 157
		223 016	43	223 059
Immobilisations corporelles	a	25 399	(472)	24 927
Immobilisations incorporelles	a	22 189	(5 550)	16 639
Goodwill	a, c	70 870	(20 122)	50 748
Impôts différés	e	2 658	645	3 303
		344 132	(25 456)	318 676
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES				
Passifs courants				
Créditeurs et charges à payer	e	51 453	400	51 853
Impôts à payer		4 309	—	4 309
Portion courante de la dette à long terme		55 762	400	56 162
		1 235	—	1 235
Dette à long terme	a, b	6 160	(2 689)	3 471
Impôts différés	d	—	1 621	1 621
Participations ne donnant pas le contrôle	d	5 341	(5 341)	—
		68 498	(6 009)	62 489
Capitaux Propres				
Capital-actions		19 714	—	19 714
Surplus d'apport	d	3 586	—	3 586
Résultats non distribués		257 955	(28 891)	229 064
Cumul des autres éléments du résultat global	d	(5 621)	5 724	103
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société		275 634	(23 167)	252 467
Participations ne donnant pas le contrôle		—	3 720	3 720
		275 634	(19 447)	256 187
		344 132	(25 456)	318 676

12) APPLICATION DES IFRS (suite)

RAPPROCHEMENTS DES COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS

	Note	Exercice clos le 30 novembre 2011			Période close le 28 février 2011		
		PCGR \$	Ajuste- ments \$	IFRS \$	PCGR \$	Ajuste- ments \$	IFRS \$
Ventes		523 786	—	523 786	113 192	—	113 192
Coût des marchandises vendues, charges liées aux entrepôts et charges de vente et d'administration	c	456 467	170	456 637	101 129	45	101 174
Résultat avant les éléments suivants		67 319	(170)	67 149	12 063	(45)	12 018
Amortissement des immobilisations corporelles	a	5 906	(132)	5 774	1 336	23	1 359
Amortissement des immobilisations incorporelles	a	2 139	(229)	1 910	400	(44)	356
Frais financiers, net		(13)	—	(13)	(35)		(35)
		8 032	(361)	7 671	1 701	(21)	1 680
Résultats avant impôts sur le résultat		59 287	191	59 478	10 362	(24)	10 338
Impôts sur le résultat	b	19 416	(43)	19 373	3 374	(9)	3 365
Résultat net		39 871	234	40 105	6 988	(15)	6 973
Attribuable aux :							
Actionnaires de la Société		39 492	234	39 726	7 004	(15)	6 989
Participations ne donnant pas le contrôle		379	—	379	(16)	—	(16)
		39 871	234	40 105	6 988	(15)	6 973
Résultat par action attribuable aux actionnaires de la Société							
De base		1,88	0,01	1,89	0,33	—	0,33
Dilué		1,86	0,01	1,87	0,33	—	0,33

RAPPROCHEMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

	Note	Exercice clos le 30 novembre 2011			Période close le 28 février 2011		
		PCGR \$	Ajuste- ments \$	IFRS \$	PCGR \$	Ajuste- ments \$	IFRS \$
Résultat net		39 871	234	40 105	6 988	(15)	6 973
Autres éléments du résultat global							
Écart de conversion sur le placement net dans un établissement étranger autonome	d	(54)	157	103	(2 674)	1 279	(1 395)
Résultat global		39 817	391	40 208	4 314	1 264	5 578

RAPPROCHEMENTS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

	Note	Exercice clos le 30 novembre 2011			Période close le 28 février 2011		
		PCGR \$	Ajuste- ments \$	IFRS \$	PCGR \$	Ajuste- ments \$	IFRS \$
Activités opérationnelles	c	38 528	(215)	38 313	(4 769)	(90)	(4 859)
Activités de financement		(19 690)	—	(19 690)	(2 093)	—	(2 093)
Activités d'investissement	c	(29 295)	215	(29 080)	(14 355)	90	(14 265)

12) APPLICATION DES IFRS (suite)**a) IAS 36 - Dépréciation d'actifs**

Méthode comptable selon les PCGR	<p>Les écarts d'acquisition sont soumis à un test de dépréciation annuel, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'ils pourraient avoir subi une baisse de valeur. Le test de dépréciation vise d'abord à comparer la juste valeur de l'unité d'exploitation à laquelle se rattache l'écart d'acquisition à sa valeur comptable. Lorsque la valeur comptable d'une unité d'exploitation excède sa juste valeur, la juste valeur de tout écart d'acquisition rattaché à l'unité d'exploitation est comparée à sa valeur comptable afin d'évaluer le montant de la perte de valeur, le cas échéant. Toute dépréciation est imputée aux résultats de l'exercice au cours duquel la baisse de valeur s'est produite.</p> <p>Les actifs incorporels à durée de vie indéfinie sont soumis à un test de dépréciation annuel, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'ils pourraient avoir subi une baisse de valeur. Lorsque le test de dépréciation révèle que la valeur comptable d'un actif incorporel excède sa juste valeur, une perte de valeur est constatée aux résultats pour un montant égal à l'excédent.</p> <p>Les actifs à long terme, excluant les écarts d'acquisition et les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable au moyen des flux de trésorerie nets futurs non actualisés qui sont directement associés à leur utilisation et à leur cession éventuelle. Le montant de la perte de valeur représente l'écart entre la valeur comptable et la juste valeur des actifs dépréciés et est imputé aux résultats, le cas échéant.</p>
Méthode comptable selon les IFRS	<p>La Société doit revoir au moins une fois par année les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée, incluant le goodwill, afin de déterminer si leur valeur recouvrable excède leur valeur aux livres. La valeur recouvrable est définie comme étant la juste valeur moins les frais de vente, ou la valeur d'utilité, elle-même étant la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs associés aux actifs.</p> <p>La valeur recouvrable du goodwill et des immobilisations incorporelles acquises est évaluée selon la valeur d'utilité de l'UGT à laquelle lesdits actifs ont été attribués.</p>
Incidence sur la situation financière d'ouverture	<p>Le test de dépréciation conforme aux PCGR est fait au niveau de l'unité d'exploitation qui regroupe plusieurs centres de distribution dans une région, bénéficiant ainsi des flux de trésorerie de centres de distribution où il n'y a pas d'immobilisations incorporelles et de goodwill. Contrairement au test de dépréciation conforme aux PCGR, le test de dépréciation conforme aux IFRS est effectué à un plus bas niveau, soit à celui où des entrées de trésorerie largement indépendantes d'autres groupes d'actifs sont générées, ce qui correspond au niveau du centre de distribution dans plusieurs cas.</p> <p>En raison de l'application de la nouvelle méthode comptable prévue, la valeur d'utilité de certaines unités génératrices de trésorerie, et donc la valeur recouvrable, est inférieure à la valeur aux livres.</p> <p>L'estimation de la valeur d'utilité, et donc de la conclusion du test de dépréciation, est sensible aux hypothèses déterminées de croissance des revenus, de marge brute générée et de niveau du fonds de roulement requis pour supporter les opérations sur les cinq prochaines années, de croissance à long terme du marché, et de taux d'actualisation approprié pour refléter la valeur de l'argent dans le temps et les risques spécifiques propre à chaque unité génératrice de trésorerie qui ne sont pas pris en compte dans les flux de trésorerie.</p> <p>Ainsi, une dépréciation de 26,5 millions de dollars (25,8 millions de dollars US) a été constatée en réduction de la valeur comptable de certains actifs acquis aux États-Unis entre 2003 et 2010.</p>
Incidence comptable sur l'exercice de 2011	<p>Cette méthode comptable a réduit les charges d'amortissement des actifs de 0,4 millions \$ et pourrait donner lieu à des ajustements plus fréquents dans les résultats de la Société, en lien avec les actifs acquis dans le cadre de regroupement d'entreprise. Les dépréciations d'actifs amortissables (corporels et incorporels) peuvent donner lieu à des reprises de valeur jusqu'à concurrence du coût initialement comptabilisé.</p>

b) IAS 12 - Impôts sur le résultat

Méthode comptable selon les IFRS	<p>Les ajustements effectués sur le bilan d'ouverture ont donné lieu à la constatation d'actifs d'impôts différés supplémentaires et entraîné la radiation de passifs d'impôts différés. Cette norme limite la constatation d'actifs d'impôts différés au montant dont la réalisation est probable.</p>
Incidence sur la situation financière d'ouverture	<p>Ainsi, les passifs d'impôts différés ont été radiés et certains actifs d'impôts différés n'ont pas été constatés puisque il n'est pas plus probable qu'improbable que les avantages se matérialisent dans les exercices subséquents.</p>

12) APPLICATION DES IFRS (suite)**c) IFRS 3 - Regroupement d'entreprises - Frais connexes aux acquisitions et exemption selon les IFRS 1**

Méthode comptable selon les PCGR	Les frais d'acquisition, soit les frais encourus par l'acquéreur pour conclure une transaction d'acquisition d'entreprise, sont inclus dans la répartition du prix payé et, en conséquence capitalisés au bilan.
Méthode comptable selon les IFRS	L'acquéreur se doit de passer en charge tous les coûts encourus dans le cadre d'un regroupement d'entreprise au cours de la période durant laquelle les services ont été reçus.
Incidence sur la situation financière d'ouverture	IFRS 1 accorde le choix d'appliquer la norme IFRS 3 uniquement aux regroupements d'entreprise survenant le ou après le 1er décembre 2010. Il n'y a donc aucune incidence sur la situation financière d'ouverture.
Incidence comptable sur l'exercice 2011	Les frais d'acquisitions constatés durant l'exercice 2011 et considérés dans la répartition des prix d'achat des entreprises acquises totalisent 0,2 million de dollars. Ces frais ont été passés en charges dans le compte consolidé de résultat de l'exercice clos le 30 novembre 2011.

d) Reclassements : Conversion de devises et participations ne donnant pas le contrôle

Méthode comptable selon les IFRS	IAS 21 impose à la Société de comptabiliser certaines différences de conversion en autres éléments du résultat global et de les cumuler dans une composante distincte des capitaux propres. Selon IFRS 1, la Société n'est pas tenu de se conformer à ces dispositions pour les montants cumulés des différences de conversion qui existaient au 30 novembre 2010 si le montant cumulé de ces différences est réputé nul à cette date. IFRS 10 requiert de présenter les participations ne donnant pas le contrôle en tant qu'élément des capitaux propres dans l'état consolidé de la situation financière, séparément des capitaux propres des actionnaires de la Société. Toute option d'achat des participations ne donnant pas le contrôle qui rencontre la définition d'un passif financier selon l'IAS 32, <i>Instruments financiers : Présentation</i> est évaluée à sa juste valeur et présentée en tant qu'autre passif.
Incidence sur le bilan d'ouverture	Le montant cumulé des différences de conversion est réputé nul au 30 novembre 2010, la contrepartie ayant réduit les résultats non distribués. Le total du passif est réduit du solde des participations ne donnant pas le contrôle relatives aux transactions en vertu desquelles il n'existe pas d'options d'achat d'actions de ces participations et celui-ci est reclassé aux capitaux propres.

e) Autres passifs, provisions et passifs éventuels

Comparaisons entre IFRS et PCGR	Les IFRS précisent qu'une provision doit être comptabilisée lorsqu'il est probable (>50%) que la Société soit tenue de régler une obligation par une sortie de fonds et que son estimation est fiable. Ces provisions doivent être divulguées par voie de notes aux états financiers. Selon les PCGR, les critères de constatations pour une situation semblable requièrent un niveau de certitude plus élevé.
Incidence sur la situation financière d'ouverture	Le solde des provisions a été révisé et ajusté lorsque les critères de constatation selon les IFRS ont été rencontrés.

13) INFORMATIONS ANNUELLES ADDITIONNELLES

Cette note présente l'information financière en date du 30 novembre 2011 et tient compte des impacts comptabilisés suite à la conversion aux IFRS, tel que décrits à la note 12.

Immobilisations corporelles

	Terrains	Bâtiments	Améliorations locatives	Matériel et outillage	Matériel roulant	Mobilier et agence- ments	Matériel informatique	Total
Valeur comptable nette								
Solde au 30 novembre 2010	3 546	5 882	722	4 633	1 048	2 075	568	18 474
Acquisitions	—	4 964	175	1 665	873	913	880	9 470
Acquisitions par regroupements d'entreprises	106	1 045	818	541	134	60	40	2 744
Amortissement	—	(1 188)	(422)	(1 533)	(584)	(1 478)	(568)	(5 773)
Cessions et radiations	—	—	—	—	—	—	9	9
Effet des taux de change	—	(1)	17	(4)	(2)	(5)	(2)	3
Valeur comptable nette								
Solde au 30 novembre 2011	3 652	10 702	1 310	5 302	1 469	1 565	927	24 927
Coût	3 652	20 170	4 082	22 557	5 827	10 583	8 475	75 346
Amortissement cumulé	—	(9 468)	(2 772)	(17 255)	(4 358)	(9 018)	(7 548)	(50 419)
Valeur comptable nette								
Solde au 30 novembre 2011	3 652	10 702	1 310	5 302	1 469	1 565	927	24 927

Immobilisations incorporelles et goodwill

	Logiciels	Ententes de non- concurrence	Relations clients	Marques de commerce	Total	Goodwill
Valeur comptable nette						
Solde au 30 novembre 2010	558	138	4 450	2 273	7 419	43 335
Acquisitions	1 250	—	—	—	1 250	—
Acquisitions par regroupements d'entreprises	9	665	8 102	1 013	9 789	6 884
Ajustement à la juste valeur des regroupements d'entreprises	—	—	—	—	—	517
Amortissement	(567)	(130)	(1 213)	—	(1 910)	—
Effet des taux de change	—	—	82	9	91	12
Solde au 30 novembre 2011	1 250	673	11 421	3 295	16 639	50 748
Coût	4 297	1 272	20 141	3 295	29 005	50 748
Amortissement cumulé	(3 047)	(599)	(8 720)	—	(12 366)	—
Valeur comptable nette au 30 novembre 2011						
	1 250	673	11 421	3 295	16 639	50 748

Pour les fins des tests de dépréciation, la valeur comptable du goodwill a été allouée aux UGT et pour le goodwill et les actifs de support qui ne pouvaient pas être attribués en totalité à une seule UGT, les tests de dépréciation ont été effectués au niveau des secteurs opérationnels. La note 12 décrit les dépréciations comptabilisées en réduction du goodwill lors de l'application initiale des IFRS.

13) INFORMATIONS ANNUELLES ADDITIONNELLES (suite)

Informations relatives aux parties liées

La Société détient des participations importantes dans les filiales suivantes :

Noms	Pays de constitution	Pourcentage d'intérêt dans le capital	Pourcentage de droits de vote
Richelieu America Ltd	États-Unis	100	100
Richelieu Finances Ltée	Canada	100	100
Richelieu Hardware Canada Ltd	Canada	100	100
Les Industries Cédan inc.	Canada	100	100
Distributions 20-20 inc.	Canada	100	100
Provincial Woodproducts Limited	Canada	85	85
Menuiserie des Pins Ltée	Canada	75	75

La rémunération des principaux dirigeants se détaille comme suit pour l'exercice clos le 30 novembre 2011 :

	2011
	\$
Avantages du personnel à court terme	2 708
Autres avantages à long terme	343
Paieement fondé sur des actions	17
	3 068

Les créiteurs incluent une allocation de retraite d'un montant de 1 800 \$ payable à l'un des principaux dirigeants.

14) APPROBATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers consolidés de la période de trois mois close le 29 février 2012 (incluant les chiffres comparatifs) ont été approuvés pour publication par le conseil d'administration le 29 mars 2012.

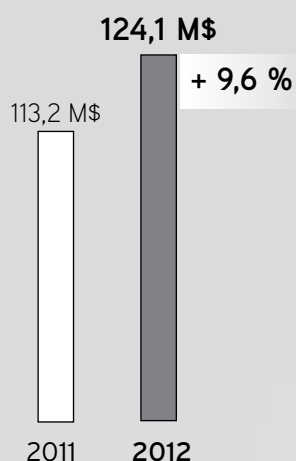
15) CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres présentés pour la période de trois mois close le 28 février 2011 et l'exercice clos le 30 novembre 2011 ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée durant la période de trois mois close le 29 février 2012.

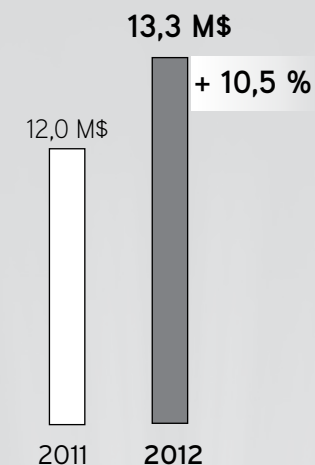
Premiers trimestres

terminés les 28 février 2011 et 29 février 2012

VENTES

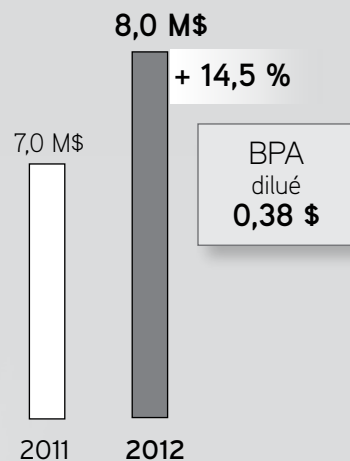


BAIIA



Marge BAIIA
10,6 % 10,7 %

RÉSULTAT NET ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES



Marge nette
6,2 % 6,5 %

Agent de transfert et agent chargé
de la tenue des registres
Société de fiducie Computershare du Canada

Vérificateurs
Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.
800, boulevard René-Lévesque Ouest
Bureau 1900
Montréal (Québec)
H3B 1X9

Siège social
Quincaillerie Richelieu Ltée
7900, boul. Henri-Bourassa Ouest
Saint-Laurent (Québec) H4S 1V4
Téléphone: (514) 336-4144
Télécopieur: (514) 832-4002

www.richelieu.com



+ 50 % de l'offre: marques de Richelieu et produits exclusifs